

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

24 avril 2012
Français
Original: anglais

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2012

**Modalités procédurales et autres propres
à assurer le succès des travaux du Comité
préparatoire et de la Conférence des Parties
au Traité sur la non-prolifération des armes
nucléaires chargée d'examiner le Traité en 2015**

**Document de travail présenté par le Groupe
des pays non alignés qui sont parties au Traité
sur la non-prolifération des armes nucléaires****

1. Le Groupe des pays non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires rappelle l'importance qu'il attache au paragraphe 3 de l'article VIII du Traité, ainsi que le consensus qui s'est fait à la Conférence d'examen de 2000 pour améliorer l'efficacité du renforcement du processus d'examen du Traité, et notamment la stipulation suivante (voir NPT/CONF.2000/28/Vol. I, Part. I) :

« Les États parties, rappelant le paragraphe 4 de la décision 1 de la Conférence de 1995 chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération et de la question de sa prorogation, sont convenus que les deux premières sessions du Comité préparatoire auraient pour but « d'examiner les principes, les objectifs et les moyens visant à promouvoir la pleine application du Traité, ainsi que son universalité ». À cette fin, à chacune de ses sessions, le Comité préparatoire devrait examiner des questions de fond précises concernant l'application du Traité et des décisions 1 et 2 ainsi que de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée en 1995, et les résultats des conférences d'examen ultérieures, y compris les faits nouveaux influant sur le fonctionnement et les buts du Traité. »

* Nouveau tirage pour raisons techniques (23 avril 2013).

** La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



2. Le Groupe des pays non alignés qui sont parties au Traité rappelle que le Comité préparatoire de la Conférence d'examen de 2015 a pour mandat, conformément aux décisions prises en 1995 et en 2000 concernant le renforcement du processus d'examen, de s'acquitter de certaines tâches, comme suit :

a) Il examinera des questions de fond précises relatives à l'application du Traité et des décisions 1 et 2, ainsi que de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée en 1995, et les résultats des conférences d'examen qui ont suivi, notamment en ce qui concerne le fonctionnement et le but du Traité;

b) À ses troisième et, le cas échéant, quatrième sessions, le Comité préparatoire, en s'appuyant sur les délibérations et les conclusions de ses sessions précédentes, devrait faire tout son possible pour établir un rapport consensuel formulant des recommandations à l'intention de la Conférence d'examen;

c) Les États parties sont convenus que les modalités procédurales de la Conférence d'examen devraient être arrêtées à la dernière session du Comité préparatoire;

d) Sachant que des garanties de sécurité contraignantes données par les cinq puissances nucléaires aux États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui ne sont pas dotés d'armes nucléaires renforceraient le régime de non-prolifération nucléaire, le Comité préparatoire devrait formuler des recommandations à ce sujet à l'intention de la Conférence d'examen de 2015;

e) La création d'organes subsidiaires serait recommandée par le Comité préparatoire pour chaque conférence d'examen en fonction des objectifs particuliers de la Conférence d'examen.

3. Dans le cadre des tâches et mandats susmentionnés, le Groupe des pays non alignés qui sont parties au Traité demande ce qui suit :

a) Un accord sur l'ordre du jour provisoire du Comité préparatoire et de la Conférence d'examen de 2015, qui inclurait : « Travaux préparatoires en vue de l'examen du fonctionnement du Traité conformément au paragraphe 3 de l'article VIII dudit traité, notamment l'examen de ses principes et objectifs et des moyens de promouvoir sa pleine application, ainsi que son universalité, y compris les questions de fond relatives à l'application du Traité et des décisions 1 et 2, ainsi que de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée en 1995, et les conclusions de la Conférence d'examen de 2000 », ainsi que les « Conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi » de la Conférence d'examen du Traité en 2010;

b) Rappelant que le Document final de 2000 stipule clairement qu'« à chacune de ses sessions, le Comité préparatoire devrait examiner des questions de fond spécifiques relatives à l'application du Traité et des décisions 1 et 2, ainsi que de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée en 1995, et les conclusions des conférences d'examen successives », le Groupe des pays non alignés qui sont parties au Traité estime que ce comité préparatoire devrait traiter de toutes les modalités procédurales nécessaires à l'avancement de ses travaux, ainsi que de questions de fond, comme décidé lors des conférences de 1995, 2000 et 2010;

c) À cette fin, le Comité préparatoire devrait axer son examen de fond sur le désarmement nucléaire, de façon que les États rendent dûment compte dans leurs rapports de leurs progrès en matière de désarmement nucléaire. À cet égard, le

Groupe des pays non alignés qui sont parties au Traité souhaite rappeler que le Document final de la Conférence d'examen de 2000 [voir NPT/CONF.2000/28 (Parts I à IV)] demandait à tous les États parties, dans le cadre du renforcement du processus d'examen du Traité, de faire régulièrement rapport sur l'application de l'article VI et de l'alinéa 4 c) de la décision de 1995 relative aux « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires ». Le Groupe rappelle ici la stipulation de la section B sur le « Désarmement nucléaire », contenue dans les « Conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi » de la Conférence d'examen de 2010 : « Les États dotés d'armes nucléaires sont invités à faire rapport en 2014 au Comité préparatoire sur les mesures décrites dans cette section [voir NPT/CONF.2010/50 (Vol. I)]. La Conférence d'examen de 2015 dressera un bilan et envisagera les prochaines mesures à prendre en vue de l'application intégrale de l'article VI ». À cet égard, le Groupe s'attend à ce que les États parties, en particulier ceux qui sont dotés d'armes nucléaires, fassent rapport à chaque session du Comité préparatoire, y compris à la présente session, à moins que la Conférence d'examen en décide autrement. De l'avis du Groupe, les rapports relatifs à l'article VI devraient couvrir les questions et les principes faisant l'objet des 13 mesures concrètes et des engagements visés à la section B sur le « Désarmement nucléaire » dans les « Conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi » de la Conférence d'examen de 2010 et inclure des renseignements spécifiques et complets sur chacune de ces mesures. Ces rapports devraient aussi traiter des politiques et des intentions actuelles, et faire le bilan de la situation dans ces domaines;

d) Le Groupe des pays non alignés qui sont parties au Traité estime également que le Comité préparatoire devrait axer ses travaux de fond sur le Moyen-Orient en lui réservant suffisamment de temps dans le calendrier indicatif et en donnant ainsi à tous les intervenants toute la possibilité de participer à un débat de fond. Il rappelle que, dans son document final, la Conférence d'examen de 2000 invitait tous les États parties au Traité, notamment les États dotés d'armes nucléaires, les États du Moyen-Orient et d'autres États intéressés, à faire rapport par le biais du Secrétariat des Nations Unies au Président de la Conférence des Parties au Traité chargée de l'examen du Traité, ainsi qu'au Président des réunions du Comité préparatoire qui se tiendraient avant la Conférence, sur les mesures qu'ils auraient prises pour promouvoir la création d'une telle zone et la réalisation des buts et objectifs énoncés dans la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient. Le Groupe s'attend à ce que tous les États parties au Traité, et plus particulièrement les États dotés d'armes nucléaires, soumettent des rapports à cet égard comme convenu dans le Document final de 2000;

e) De plus, le Groupe des pays non alignés qui sont parties au Traité rappelle ici la stipulation de la Conférence d'examen de 2010 : « La Conférence réaffirme que tous les États parties au Traité, en particulier ceux qui sont dotés d'armes nucléaires et les États de la région, devraient continuer de faire rapport sur les mesures prises en vue d'appliquer la résolution de 1995, par l'intermédiaire du Secrétariat des Nations Unies, au Président de la Conférence d'examen de 2015 ainsi qu'au Président des réunions du Comité préparatoire qui se tiendront au préalable » et « Le facilitateur rendra compte à la Conférence d'examen de 2015 et aux réunions du Comité préparatoire ». Le Groupe souligne donc qu'il importe que les rapports voulus soient présentés par tous les États parties au Traité – notamment les coauteurs de la résolution de 1995 ainsi que le facilitateur de la Conférence de

2012 sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive – aux réunions actuelles et à venir du Comité préparatoire et de la Conférence d'examen de 2015. Le Groupe se réfère à son document de travail « Questions régionales : Moyen-Orient » qui énonce sa position de fond à cet égard;

f) En outre, le Groupe des pays non alignés qui sont parties au Traité engage à conclure un accord sur la création auprès des grandes commissions de la Conférence d'examen de 2015, d'organes subsidiaires chargés de délibérer des questions relatives au désarmement nucléaire, notamment les 13 mesures concrètes d'efforts systématiques et progressifs pour éliminer les armes nucléaires ainsi que les engagements visés à la section B (Désarmement nucléaire) des « Conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi » de la Conférence d'examen de 2010; la mise en œuvre de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée par la Conférence de 1995 chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation et les mesures concrètes sur le Moyen-Orient, notamment la mise en œuvre de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, contenues dans les « Conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi » de la Conférence d'examen du Traité en 2010; et un instrument international contraignant sur les garanties de sécurité sans condition pour tous les pays non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité contre l'emploi ou la menace de l'emploi de ces armes. À cet égard, le Groupe souligne que les réunions du Comité préparatoire doivent continuer d'affecter une durée précise aux délibérations sur le désarmement nucléaire, les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la mise en œuvre de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et les garanties de sécurité;

g) Enfin, le Groupe des pays non alignés qui sont parties au Traité incite le Comité préparatoire et la Conférence d'examen de 2015 à :

- i) Envisager de renforcer ou de perfectionner encore le processus d'examen du Traité;
- ii) Renforcer ou perfectionner encore le mécanisme d'établissement de rapports réguliers prévu dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000;
- iii) Examiner les mesures et autres initiatives qui pourraient être prises pour promouvoir la sensibilisation au désarmement et à la non-prolifération des armes nucléaires, dans le cadre notamment du Traité;
- vi) Appuyer la participation d'organisations non gouvernementales aux réunions du Comité préparatoire et de la Conférence d'examen de 2015.

4. Le Groupe des pays non alignés qui sont parties au Traité souligne qu'il importe d'examiner le fonctionnement dans le cadre des conférences d'examen et, à cet égard, précise que l'inclusion dans le Document final de la Conférence d'examen de 2010 de la partie relative à cet examen comme opinion du Président de la Conférence et non comme texte consensuel ne saurait constituer un précédent, sans préjudice des prérogatives de la Conférence d'examen.